

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

ORDONNANCE N° 13-72 du 10 avril 1972, portant dénonciation, par la République Populaire du Congo, de la Convention créant le Centre d'Informatique Transéquatorial.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT,

Vu la constitution ;

Vu la convention du 23 juin 1959, portant statut de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Afrique Equatoriale et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'acte n° 21-70-781 du 28 mai 1970, abrogeant les dispositions de la convention ci-dessus mentionnée ;

Vu l'acte n° 29-69-719 du 19 mars 1969, abrogeant l'annexe 3 de la convention du 23 juin 1959 et la remplaçant par celle portant création du Centre d'Informatique Transéquatorial (C.I.T.E.) ;

Vu l'acte n° 18-70-678 du 28 mai 1970, créant une commission chargée de la liquidation du secrétariat général de la Conférence des Chefs d'Etat de l'Afrique Equatoriale et d'étudier les modalités de transfert des attributions du secrétariat général aux organismes et services inter-Etats ;

Bureau politique et le conseil d'Etat entendus ;

ORDONNE :

Art. 1^{er}. — Il est mis fin, en ce qui concerne la partie congolaise, à la convention portant création du Centre d'Informatique Transéquatorial (C.I.T.E.) promulguée par l'acte n° 2969-719 du 19 mars 1969.

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel*, diffusée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 10 avril 1972.

Commandant M. N'GOUABI.

ORDONNANCE N° 14-72 du 10 avril 1972, portant création de l'Office Congolais d'Informatique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT,

Vu la constitution ;

ORDONNANCE N° 13-72 du 10 avril 1972, portant dénonciation, par la République Populaire du Congo, de la convention créant le Centre d'Informatique Transéquatorial ;

Le bureau politique et le conseil d'Etat entendus ;

ORDONNE :

Art. 1^{er}. — Il est créé sous la tutelle du ministère des finances un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière dénommé Office Congolais d'Informatique (O.C.I.).

Art. 2. — L'Office Congolais d'Informatique a pour vocation, de développer l'Informatique dans les secteurs public et privé :

- 1° En participant à l'étude de processus à mécaniser ;
- 2° En réalisant le traitement de l'Informatique ;
- 3° En assurant la formation du personnel.

Art. 3. — Les décrets pris en conseil d'Etat ainsi que les arrêtés ministériels détermineront les conditions d'organisation, de fonctionnement, de gestion et de contrôle de cet office.

Art. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel*, diffusée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 10 avril 1972.

Commandant M. N'GOUABI.

ORDONNANCE N° 15-72 du 10 avril 1972, modifiant la loi n° 36-60 du 2 juillet 1960, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo.

CE DOCUMENT
APPARTIENT A

INF LEG / DOC NORMES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT,

Vu la constitution ;

Vu le décret n° 61-90 du 28 avril 1961, réglementant l'admission des étrangers en République Populaire du Congo ;

Vu le décret n° 62-151 du 25 mai 1962, portant réglementation de la procédure d'expulsion des étrangers installés en République Populaire du Congo ;

Vu la loi n° 36-60 du 2 juillet 1960, portant réglementation générale de séjour des étrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo ;

Vu l'ordonnance n° 25-70 du 1^{er} août 1970, fixant les conditions de rapatriement des étrangers condamnés par les tribunaux congolais ;

Vu l'ensemble des conventions signées entre la République Populaire du Congo et les autres Etats, notamment en matière de circulation et d'établissement des personnes ;

Le conseil d'Etat entendu ;

ORDONNE

CHAPITRE PREMIER
Dispositions générales

Art. 1^{er}. — Au sens de la présente loi, est étranger tout individu qui n'a pas la nationalité congolaise en vertu des dispositions de la loi n° 35-61 du 20 juin 1961, soit qu'il ait une nationalité étrangère, soit qu'il n'ait pas de nationalité.

Tout étranger autorisé à séjourner en République Populaire du Congo doit être titulaire d'un carnet de séjour de résident délivré dans les conditions prévues à la présente ordonnance et selon la réglementation qui sera fixée par décret.

Excepté les ressortissants des pays membres de l'O.C.A.M. et de l'U.D.E.A.C. ainsi que de tout pays avec lequel la République Populaire du Congo a conclu une convention de libre circulation, tout étranger autorisé à pénétrer ou à séjourner en République Populaire du Congo doit déposer son passeport national ou sa carte nationale d'identité soit au poste frontière, soit à la Direction Générale des services de sécurité (Service Immigration-Emigration) soit à l'autorité administrative de la localité de sa résidence.

Ces pièces ne leur seront restituées qu'à la fin de leur séjour contre retrait du carnet de séjour.

Le carnet de résident ou le carnet de séjour est remplacé par une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'à la délivrance ou au renouvellement dudit carnet. La validité de cette autorisation ne peut excéder 1 mois.

Art. 2. — Les conditions de circulation des étrangers sur le Territoire de la République Populaire du Congo sont déterminées par un décret pris sur le rapport du ministre de la défense et de la sécurité.

Art. 3. — L'étranger ne peut exercer une activité professionnelle salariée sur le Territoire de la République Populaire du Congo sans y avoir été préalablement autorisé par le ministre du travail. Cette autorisation est délivrée dans des conditions qui seront déterminées par un décret pris en conseil des ministres. Elle précise notamment la profession et la zone dans laquelle l'étranger peut exercer son activité.

Des décrets pris en conseil des ministres peuvent également soumettre à l'autorisation l'exercice par les étrangers de telle ou telle activité professionnelle salariée.

CHAPITRE II

Des catégories d'étrangers en raison de leur séjour sur le Territoire de la République Populaire du Congo

Art. 4. — Les étrangers en séjour sur le Territoire de la République Populaire du Congo sont classés, selon la durée du séjour en touristes, en résidents temporaires ordinaires ou privilégiés.

SECTION I :

Des étrangers touristes

Art. 5. — Doit être titulaire d'un visa de court séjour, l'étranger qui vient au Congo pour une durée maximum de 3 mois.

Art. 6. — L'étranger doit quitter le territoire à l'expiration de la validité de ce visa.

SECTION II :

Des résidents temporaires

Art. 7. — Doit être titulaire d'un carnet de résident temporaire, couleur bleue, l'étranger qui vient au Congo pour une durée maximum de 1 an.

Art. 8. — La durée de la validité du carnet de résident temporaire est égale à la durée de la validité du visa qui ne peut excéder 1 an.

L'étranger doit quitter le Territoire à l'expiration de la durée de la validité du carnet de résident temporaire, à moins qu'il n'en obtienne le renouvellement ou qu'il ne lui soit délivré un carnet de résident ordinaire ou de résident privilégié.

SECTION III :

Des étrangers résidents ordinaires

Art. 9. — L'étranger qui désire établir sa résidence sur le Territoire de la République Populaire du Congo doit obtenir un carnet ordinaire de couleur jaune. Ce carnet a une validité d'une durée ne pouvant excéder 3 ans, égale à la durée de la validité du visa, et est renouvelable.

Art. 10. — L'étranger qui sollicite la délivrance d'un carnet de résident ordinaire doit préciser le but de son séjour prolongé sur le Territoire de la République Populaire du Congo et dans tous les cas, produire un certificat médical délivré par un médecin désigné par l'administration.

Dans le cas où cet étranger n'a pas l'intention d'exercer une profession sur le Territoire de la République Populaire du Congo, il est tenu d'apporter la justification des ressources dont il dispose.

Si l'étranger a l'intention d'exercer une profession en République Populaire du Congo ; il doit présenter l'autorisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

SECTION IV :

Des étrangers résidents privilégiés

Art. 11. — Peut obtenir un carnet de résident privilégié de couleur rose, l'étranger qui justifie sur le Territoire de la République Populaire du Congo d'une résidence ininterrompue d'au moins 5 années et qui était âgé de moins de 35 ans lors de son entrée sur le Territoire.

● Cet âge peut être augmenté de 5 ans par enfant mineur résident sur le Territoire de la République Populaire du Congo.

Le délai de 5 ans est réduit à 3 ans pour :

L'étranger marié à une congolaise et qui a conservé sa nationalité d'origine ;

L'étranger père ou mère d'un enfant congolais légalement reconnu.

Art. 12. — Le carnet rose de résident privilégié n'est délivré qu'après enquête de sécurité et sur production d'un certificat médical délivré par un médecin désigné par l'administration. Il est valable 5 ans et renouvelable de plein droit.

Art. 13. — Les étrangers titulaires de carnet de résident privilégié couleur rose seront dispensés de la caution dite « Judicatum Solvi ».

SECTION V :

Des étrangers ressortissants français et des Etats membres de l'O.C.A.M.

Art. 14. — Doit être titulaire du carnet de séjour couleur violette, l'étranger ressortissant français et des pays membres de l'O.C.A.M.

La durée de la validité de ce carnet est égale à la durée de séjour, mais ne peut excéder 3 ans.

Ce carnet est retiré d'office à la fin de séjour, à moins qu'on en demande le renouvellement.

SECTION VI :

Des étrangers réfugiés politiques

Art. 15. — L'étranger admis en République Populaire du Congo en qualité de réfugié ou bénéficiant des mesures prévues par la convention de Genève de 1951 relative au statut international des réfugiés politiques, doit obtenir après enquête de sécurité un carnet spécial d'étranger dit « Certificat de Séjour ».

Ce certificat est gratuit. Il a une durée de 2 ans et est renouvelable.

Art. 16. — La déchéance de la qualité de réfugié politique est prononcée par le ministre de la défense et de la sécurité. Ce certificat de séjour est alors retiré d'office.

En cas de sortie définitive, ce certificat sera restitué au poste frontière.

SECTION VII :

Des diplomates accrédités en République Populaire du Congo et des consuls honoraires

Art. 17. — Les diplomates accrédités en République Populaire du Congo et Consuls sont exonérés des dispositions prévues par la présente ordonnance. Toutefois leur circulation à travers la République Populaire du Congo est subordonnée à une autorisation signée par le ministre des affaires étrangères après visa du directeur général des services de sécurité.

CHAPITRE III

Pénalités

Art. 18. — L'étranger qui, sans excuse valable aura omis de solliciter dans les délais réglementaires la délivrance d'un carnet de séjour ou de résident, sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 1 an ou d'une amende de 37 000 à 250 000 francs C.F.A.

Art. 19. — Tout individu qui, par aide directe ou indirecte aura facilité ou tenté de faciliter la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger, sera puni d'emprisonnement de 1 mois à 1 an et d'une amende de 37 000 à 250 000 francs C.F.A.

Art. 20. — Sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 37 000 à 250 000 francs quiconque fabriquera un faux carnet de résident ou de séjour ou falsifiera un carnet de résident ou de séjour originellement véritable, ou fera usage d'un carnet de résident ou de séjour fabriqué ou falsifié.

Art. 21. — La fausse déclaration d'état civil en vue d'acquiescer sa véritable identité sera pour l'étranger puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 37 000 à 250 000 francs C.F.A.

La même peine sera applicable à celui qui aura fait usage d'un carnet de séjour délivré sous une fausse identité.

Art. 22. — Toute personne logeant un étranger en quelle que qualité que ce soit même à titre gracieux, devra faire une déclaration dans les 24 heures aux autorités de police de la localité.

Art. 23. — Les infractions aux dispositions édictées par la présente ordonnance et par les textes réglementant son application pourront être sanctionnées de l'emprisonnement jusqu'à 6 mois et de l'amende jusqu'à 250 000 francs C.F.A.

Art. 24. — Les étrangers séjournant sur le Territoire de la République Populaire du Congo à la date de la publication de la présente ordonnance, devront dans les 6 mois se soumettre aux dispositions qui précèdent.

Art. 25. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République.

Fait à Brazzaville, le 10 avril 1972.

Commandant M. N'GOUANI